

licence de cette nature ne sera délivrée à l'un quelconque des agents de Sa Majesté du droit de la province—et je sais lire le Règlement?

[Français]

**L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État):** Je ne vois pas, monsieur le président, comment il pourrait y avoir eu un accroc à l'arrêté ministériel dont parle l'honorable député, étant donné qu'aucun permis n'a été émis. Il y a eu une transaction privée en vertu de laquelle certains intérêts américains ont été achetés par un groupe d'intérêts canadiens, mais aucun permis n'a encore été émis. Le CRTC a seulement dit au nouveau groupe de propriétaires qu'il entendrait leur requête à la fin de juin et déciderait s'il émettrait un permis en leur faveur. Il n'y a certainement pas eu d'accroc, puisque aucun permis n'a été émis.

[Traduction]

**M. Nowlan:** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire au premier ministre. Vu la réponse du secrétaire d'État, le premier ministre a-t-il l'intention de modifier l'instruction du cabinet du 4 juin, aux termes de l'article 27 de la loi sur la radiodiffusion, qui interdit l'émission de permis de radiodiffusion aux agents de la Couronne du chef des provinces?

**Le très hon. M. Trudeau:** Pourquoi devrions-nous la modifier, monsieur l'Orateur?

**M. Nowlan:** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur, en partie à cause de la réponse du premier ministre qui vient de dire que toutes les provinces doivent être sur un pied d'égalité. Cette directive du 4 juin 1970 a éliminé des institutions d'enseignement de l'Ontario, de l'Alberta et de la Saskatchewan.

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Le député admettra à ce stade que la discussion est engagée entre lui-même, le premier ministre et le secrétaire d'État. C'est ce que j'essayais d'empêcher tout à l'heure. Que le député pose sa question supplémentaire, s'il en a une, puis je devrai donner la parole à d'autres députés.

\* \* \*

## L'AGRICULTURE

### LES SAISIES D'ŒUFS AU QUÉBEC

**M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggan):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Comme des inspecteurs du gouvernement du Québec auraient visité des épiceries pour y confisquer des œufs qui, selon eux, auraient été importés d'autres provinces, le ministre a-t-il communiqué avec le ministre de l'Agriculture du Québec pour discuter ces incidents assez inusités?

**L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture):** Monsieur l'Orateur, je n'ai pas discuté avec le ministre en question de la légalité ou de l'illégalité de cette démarche. La question que j'ai abordée avec lui-même et les autres ministres de l'Agriculture porte sur les moyens d'éviter que la chose se répète ou s'aggrave à l'avenir, et

j'espère que la Chambre pourra répondre à la demande qui a été faite à ce sujet.

**M. Gleave:** Compte tenu de l'évolution de la guerre des poulets et des œufs, le ministre de l'Agriculture songe-t-il à entreprendre d'urgence un programme de recherche en vue de mettre au point une nouvelle espèce de poule dont les œufs seraient identifiables d'après la province d'origine?

**Des voix:** Oh, oh!

**L'hon. M. Olson:** Non, monsieur l'Orateur.

\* \* \*

## L'INDUSTRIE

### AUTOMOBILES MANIC LTÉE—ON RÉCLAME UNE ENQUÊTE SUR L'UTILISATION DES SUBVENTIONS VERSÉES PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

[Français]

**M. Réal Caouette (Témiscamingue):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une autre question à l'honorable ministre de l'Expansion économique régionale.

M'ayant répondu plus tôt que des subventions généreuses avaient été versées à la compagnie Automobiles Manic Ltée, j'aimerais lui demander s'il a l'intention de poursuivre une enquête quelconque afin de déterminer si quelque «sans-scrupule» de cette société n'aurait pas «empoché» les octrois du gouvernement fédéral?

**L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale):** Non, monsieur l'Orateur, parce que si cela était arrivé, l'affaire serait déjà devant les tribunaux. Nous avons fait enquête, mais pas sur des problèmes de cet ordre-là.

\* \* \*

## L'ASSURANCE-CHÔMAGE

### LES DEMANDES DE PRESTATIONS EN AVRIL

[Traduction]

**M. Colin D. Gibson (Hamilton-Wentworth):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire parlementaire du ministre du Travail. Comme la question du chômage est urgente, le secrétaire parlementaire du ministre du Travail, qui est compétent et énergique, pourrait-il...

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Horner:** Je suis fort heureux que vous vous éveillez, Rip Van Winkle.

[Français]

**M. Gibson:** Si vous écoutiez, vous pourriez peut-être comprendre.

[Traduction]

Le secrétaire parlementaire peut-il dire à la Chambre si les demandes d'assurance-chômage ont augmenté ou diminué en avril?